



NOUVELLE RENAULT
TWINGO GORDINI R.S.



BE GLORIOUS. BE GORDINI*

*Soyez Unique. Soyez Gordini

L'EXPRESS.fr

TOUS LES JOURS, TOUTE L'INFO

Qu'est-ce que le "care" cher au PS?

Par Corinne Lhaïk, publié le 28/04/2010 à 12:59

Directeur général de la fondation Jean-Jaurès, Gilles Finchelstein analyse cette société du "soin mutuel" (care, en anglais) proposée par Martine Aubry, notamment dans le projet socialiste pour 2012 adopté ce mardi.

D'où vient cette idée de "société du soin", défendue par Martine Aubry ?

Des Etats-Unis, où elle donne lieu à des débats très actifs depuis près de trente ans. Elle émerge en 1982, avec le livre de Carol Gilligan, *Une voix différente: pour une éthique du care*, qui assimile éthique du *care* et féminisme. Elle rebondit, en 1993, avec celui de Joan Tronto, *Un monde vulnérable. Pour une politique du care*, avec une vision plus collective et universelle. C'est sur cette conception que Martine Aubry s'appuie. Et, contrairement à ce qui se passe souvent, le thème émerge au même moment dans le débat politique et dans le débat intellectuel, avec la publication en France de plusieurs livres, dont *Le Moment du soin* (PUF), de Frédéric Worms, et *Care, justice et dépendance* (PUF), de Marie Garrau.

Et de quoi s'agit-il?



Grégoire Korganow/EuroRSCG
Gilles Finchelstein, directeur
général de la Fondation Jean
Jaurès.

Le concept est difficile à traduire en français et a d'ailleurs plusieurs acceptions dans le débat américain: soin, souci, sollicitude, dévouement. Martine Aubry, quant à elle, parle d'une société du "soin mutuel". L'idée, je crois, c'est que la crise de confiance qui traverse notre pays est une crise du lien social et de la réciprocité.

Pour dire les choses autrement, il existe un désir de donner et une crainte de ne pas recevoir. C'est le salarié qui s'engage dans son entreprise, mais redoute de n'être qu'une variable d'ajustement. C'est l'aide-soignante qui prodigue des soins à domicile, mais dont le statut social n'est pas reconnu. C'est le jeune qui réussit des études difficiles et est contraint de commencer sa vie professionnelle par une succession sans fin de stages. Voilà le contraire de la société du *care*...

Ce débat, lancé par la première secrétaire du Parti socialiste, est un symbole de travail en profondeur qui est aujourd'hui réalisé dans ce parti et de la recherche d'idées nouvelles, quand le PS a longtemps été accusé d'immobilisme. Plus fondamentalement, ce qui me paraît fécond dans ce concept, c'est la volonté de promouvoir une société plus douce par rapport à celle, très dure, qu'incarne Nicolas Sarkozy, qui semble dire au plus grand nombre : "*I don't care*" [ce n'est pas mes affaires] !

Alain Bergounioux et Caroline Werkoff-Leloup avaient très bien analysé cette idéologie dans un ouvrage paru avant la présidentielle de 2007, *Les Habits neufs de la droite française* (Plon), montrant que le futur président incarnait "une pensée uniquement ouverte à la seule volonté des individus". Le *care*, à l'inverse, c'est le souci des autres contre le seul souci de soi, c'est la société des égaux contre la folie des egos. Ce que dit Martine Aubry, c'est : "Yes, we care !"

Mais en insistant sur les soins à apporter aux plus âgés, Martine Aubry n'incarne-t-elle pas une politique des vieux?

Non ! La politique du *care* ne s'adresse pas seulement aux plus âgés, mais à tous ceux qui sont en situation de vulnérabilité : elle peut concerner la petite enfance, le stress au travail, les maladies professionnelles et, évidemment, le grand âge. Dans une société individualiste et marchande, il s'agit d'introduire des logiques plus collectives. C'est à la fois une approche morale et une pratique sociale.

Qu'est-ce qui différencie le care du caritatif, qui laisse le sort des plus démunis dépendre de la générosité des plus aisés?

La société du *care* ne concerne pas uniquement les exclus, mais aussi tous ceux qui, à un moment ou à un autre, sont en situation de vulnérabilité - c'est-à-dire le plus grand nombre. Elle n'est pas là pour se substituer aux politiques publiques, mais au contraire pour les compléter. Il ne s'agit pas de faire contre l'Etat ou à sa place, mais avec.